



Pétition des Agents des Finances du 64 et de leurs organisations syndicales

La France traverse une grave crise financière et économique résultant de la mise en œuvre d'un libéralisme non contrôlé. Malgré cela, les choix idéologiques de ce gouvernement se poursuivent dans le cadre de la mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques qui programme des abandons de missions de service public, des fusions d'administrations et des fermetures de services. Le réel objectif poursuivi réside en la diminution massive des emplois de fonctionnaires.

Actuellement à la DGFIP, les services des Impôts et du Trésor sont confrontés à cette logique de réduction des dépenses publiques par la programmation du non remplacement des postes d'agents partant à la retraite et par l'abandon organisé de missions servant à justifier les suppressions de postes.

Sur cette question cruciale de l'Emploi, depuis les 8 dernières années, les agents des finances ont supporté des restructurations de services incessantes et profondes qui se sont accompagnées déjà de massives suppressions d'emploi et qui ont dégradé gravement leurs conditions de travail.

Plus aucune marge de manœuvre n'existe sans mettre en péril le service public fiscal et de gestion publique auquel les citoyens et les collectivités territoriales sont attachés.

Pour répondre aux besoins **prioritaires** de la société française, d'autres solutions alternatives sont possibles. Les agents de la DGFIP n'acceptent plus que l'emploi public soit la seule variable d'ajustement utilisée par le gouvernement.

Aussi, les agents des Impôts et du Trésor 64 soussignés exigent l'arrêt immédiat des suppressions d'emploi envisagées et l'ouverture, dans le cadre du CTPC EMPLOIS du 16 décembre, de réelles négociations sur les missions, les structures et les emplois nécessaires à l'accomplissement d'un service public fiscal et de gestion publique de qualité et de proximité sur tout le territoire national.

NOM PRENOM	SERVICE	SIGNATURE

